

Tunis à l'heure salafiste

Tunisie L'économie est plutôt saine, les atouts humains énormes. Mais les radicaux font monter la pression. Ce qui peut tout remettre en question. Reportage.

Le couvre-feu décrété à Tunis en juin après une nouvelle série de violences fomentées par des islamistes radicaux prouve que la Tunisie est entrée dans une zone de turbulences. Le pouvoir central, favorable aux islamistes dits "modérés", pourrait ne pas maîtriser la situation. Les affrontements avaient pris pour prétexte la tenue du Printemps des arts à La Marsa (banlieue chic de Tunis). Le cinéma, le théâtre ou la télévision avaient déjà été la cible de contestataires violents. Au début de l'année, un procès a été intenté au diffuseur du film *Persepolis*, dans lequel Allah est représenté sous les traits d'un vieillard barbu, ce qui est interdit.

À Tunis (2,5 millions d'habitants), ce jour-là, une foule bigarrée déambule sur les larges trottoirs de l'avenue Bourguiba où des tchadors colorés cohabitent avec de jolies Tunisiennes en tenue sexy. Près de dix-huit mois après la "révolution du jasmin" qui conduisit au départ du président Zine el-Abidine ben Ali, le 14 janvier 2011, les policiers tentent prudemment de réguler la circulation anarchique.

Les militaires du général Ammar, le patron de l'armée, ont réintégré leurs casernes ou sont déployés dans le sud et près des frontières avec la Libye. Près de 1,5 million de Libyens sont entrés en Tunisie au moment de l'agonie du régime Kadhafi ; 600 000 y seraient



restés. Par là transite un important trafic d'armes, dont une partie avait été livrée par les occidentaux aux anti-Kadhafi. À Tunis, le prix d'une "kalach" a été divisé par deux : on en trouve à 150 dinars (75 euros) !

« Nous sommes inquiets du délitement politique à Tripoli, insiste Alaya Beltaieb, secrétaire d'État auprès du ministre des Investissements et de la Coopération internationale. La sécurité extérieure est une de nos priorités. Nous hébergeons 3 200 entreprises étran-

C'est au nom des valeurs de l'islam que les islamistes grignotent les libertés individuelles.

gères, 40 000 expatriés, 15 000 étudiants africains et nous tablons sur 6 millions de touristes en 2012. »

Le danger du terrorisme islamiste est réel. À plusieurs reprises, notamment à Bizerte, les forces spéciales tunisiennes ont "neutralisé" des cellules terroristes plus ou moins liées à Aqmi. Certaines allaient passer à l'action, explique le ministre de l'Intérieur. Les spécialistes se disent "inquiets". Aqmi aurait projeté

d'enlever un industriel français très en vue. Lui et sa famille ont été placés sous haute protection. Paris a livré une dizaine d'hélicoptères Gazelle réformés.

« C'était mieux avant, ce sera mieux après », disent pudiquement les Tunisiens. Beaucoup réclament même un « dictateur... honnête ». La désorganisation des institutions et le laisser-aller général menacent en effet le fonctionnement de la société. La chasse aux sorcières a affaibli l'administration, où les responsables sont tétanisés à l'idée d'être accusés de corruption.

D'autres tentent de résister à un gouvernement aux visées jugées trop islamistes. Les procédures s'alourdissent : il fallait trois mois à un expatrié pour obtenir une carte de séjour ; il en faut maintenant six.

« Entrée en phase de réanimation, l'économie a besoin d'être sauvée », reconnaît le chef du gouvernement Hamadi Jebali. Jacques Torregrossa, le patron de l'antenne d'Ubifrance qui accompagne les exportateurs français, estime que le gouvernement sorti des urnes le 23 octobre dernier a hérité d'une « économie aux fondamentaux sains », même si beaucoup s'interrogent sur la capacité des dirigeants à relancer la machine. Beaucoup sont passés du jour au lendemain du RER parisien ou des prisons du régime au



FETH BELLAÏD / AFP

Des salafistes à Tunis. Modérés dans le champ politique, activistes sur les questions de société.

gouvernement. Pas un seul projet prioritaire d'infrastructures n'a été lancé. Depuis le début de l'année, les touristes reviennent (un million au pre-

mier trimestre) et la pluviométrie abondante favorise l'agriculture exportatrice. *A contrario*, la crise européenne fragilise l'industrie, secteur tiré par les

À lire Géopolitique arabe

Spécialiste des questions de sécurité internationale, Claude Moniquet dirige l'ESISC, un centre de recherche consulté par les entreprises qui prospectent en Orient et par des États désireux de mieux connaître leur environnement géopolitique. Son dernier livre, *Printemps arabe, Printemps pourri*, est une enquête méthodique et sans œillères sur les événements qui ont bouleversé le monde arabe en 2011, sur les personnalités au cœur de ces événements, sur le jeu et les objectifs de ceux qui en profitent. Ancien de la DGSE, Moniquet livre une analyse sans tabou, très éloignée du politiquement correct en vigueur dans les médias et la plupart des centres de recherche. Le "pourri" du printemps arabe renvoie aux perspectives de pauvreté et de violences accrues contenues dans la "démocratisation" tant vantée en Occident.

Les Puf rééditent avec bonheur le très prémonitoire *Syrie, l'État de barbarie* écrit par Michel Seurat voici près d'un quart de siècle. Ce jeune chercheur du CNRS détaché au Liban, l'un de nos meilleurs spécialistes du monde arabe, notamment des Frères musulmans, avait été enlevé à Beyrouth en 1985 par des islamistes instrumentalisés par la Syrie et l'Iran. Malade, il était mort en captivité. Écrites dans les années

1980 et publiées en 1988, ses analyses sur le régime syrien sont d'une remarquable acuité. Elles sont d'excellentes clés pour comprendre la crise actuelle, le jeu des clans, l'affrontement entre Alaouites et sunnites. Un ouvrage de référence.

FRÉDÉRIC PONS
Printemps arabe, Printemps pourri, de Claude Moniquet, éditions Encre d'Orient, 296 pages, 21 €. *Syrie, l'État de barbarie*, de Michel Seurat, Puf, 304 pages, 27 €.



sociétés étrangères. Une majorité travaille exclusivement pour de grands clients européens dans l'aéronautique, l'automobile ou l'habillement.

Les grèves dures ont cessé, sauf au port de Radès, seul débouché maritime, et dans l'extraction du phosphate. Aiguillonné par la concurrence des nouveaux venus, le syndicat unique historique UGTT joue la surenchère. Dans beaucoup d'entreprises, les salariés réclament des augmentations injustifiables. Lorsqu'un patron conclut un accord raisonnable, il se demande

combien de temps s'écoulera avant de le voir remis en question.

« *Quand les gens ont découvert 10 millions de dinars chez les Ben Ali, ils se sont crus riches, sans calculer que cela équivalait à un dinar par Tunisien*, observe le frère Bertrand Bougé, à la tête du réseau des écoles de la Prélature (9 établissements catholiques privés, 7 000 élèves). *La désillusion est grande. Aujourd'hui, la crise de l'autorité est générale.* » Le religieux français pilote lui aussi à vue ses "PME".

La Tunisie hésite entre anarchie et islamisme. Jusqu'à quand ? À défaut de fournir aux Tunisiens de l'ordre et du travail, le gouvernement joue la carte "identitaire". La plupart de ses membres sont issus du parti islamo-conservateur Ennahda.

« *Si tant est que puisse exister un parti islamiste modéré, il est clair qu'il est débordé par les salafistes* », reconnaît un grand patron français vivant sur place depuis trente ans. Analyse d'Alaya Beltaïeb, un des rares technocrates du gouvernement : « *Les démocraties européennes ont leur extrême droite et leur extrême gauche. Laissons fonctionner la liberté de voter ici aussi. Et faisons confiance à ce peuple modéré. Il a déjà eu la sagesse d'élire 25 % de femmes au Parlement.* » Elles sont l'une des clés de la pièce qui se joue en Tunisie.

Le gouvernement a renoncé à instaurer la charia mais il a fait adopter l'obligation d'être musulman pour briguer la présidence de la République. Sensibles aux "valeurs" et libres d'affirmer leurs convictions, les Tunisiens prêtent une oreille attentive à cette offre nouvelle, conforme à leurs canons culturels et religieux. « *La patrie de Bourguiba est le laboratoire de l'islamisation douce, explique un expert : une fois la société imbibée, les verrous sauteront.* »

De Tunis, MÉRIADEC RAFFRAY